placé sous l'administration de deux corporations de commissaires d'écoles, l'une catholique et l'autre protestante, établies en vertu des dispositions de l'article 1 du chapitre 28 de l'acte 53 Victoria. amendant l'article 2 du chapitre 24 de l'acte 52 Victoria.

Puis, je propose des changements aux articles 1986 et 1987 des Statuts refondus qui, ainsi modifiés, fixeront la procédure à suivre dans le cas d'une déclaration de dissidence et dans celui où les contribuables appartenant à la croyance religieuse des dissidents étant devenus en majorité revendiquent le droit de former une corporation de commissaires d'écoles.

L'adoption de ces amendements aurait pour effet, j'en suis persuadé, de prévenir des difficultés sérieuses entre contribuables de croyances religieuses différentes, au sujet de l'interprétation des articles dont je viens de faire mention.

CONFÉRENCES PÉDAGOGIQUES.

J'ai déjà eu plusieurs fois occasion d'appeler l'attention du gouvernement sur l'avantage que présenterait l'introduction des conférences pédagogiques dans notre système scolaire.

La plupart des membres de notre corps enseignant laïc n'ont pas été à même de faire des études pédagogiques spéciales.

L'instituteur, l'institutrice surtout, peut avoir reçu dans une maison d'éducation supérieure une instruction qui l'a mis à même de subir d'une façon brillante l'épreuve devant un bureau d'examineurs, sans être toujours capable de communiquer aux autres ce qu'il sait lui-même, faute d'avoir appris la manière de le faire.

Comprenant les avantages que notre corps enseignant retirerait de leçons pratiques que les inspecteurs d'écoles donneraient, au commencement de chaque année scolaire, aux instituteurs et aux

institutrices de leurs districts d'inspection respectifs, le comité catholique du Conseil de l'Instruction publique adoptait, à sa séance du 28 septembre 1892, une résolution recommandant, comme suit, l'institution de conférences pédagogiques :

“ Que, dans le but d'établir autant d'uniformité que possible dans l'enseignement et afin de suppléer au manque de connaissances pédagogiques de la plupart des instituteurs et des institutrices qui n'ont pas suivi de cours spéciaux, il serait avantageux de recommander aux inspecteurs d'écoles de faire, lors de leur première tournée d'inspection, une conférence pédagogique dans chacune des municipalités de leurs districts ;

“ Que ces conférences, qui dureraient deux jours, devraient être faites suivant un programme et des instructions qui seraient fournis à l'inspecteur par les comités du Conseil de l'Instruction publique :

“ Que l'inspecteur d'écoles recevrait trois piastres (\$3,00) pour les deux jours de conférences ;

“ Que, dans le cas où il y aurait plusieurs municipalités scolaires dans une paroisse, une seule conférence serait faite pour tous les instituteurs et institutrices de cette paroisse ;

“ Que l'inspecteur d'écoles emploierait l'après-midi de la seconde journée de la conférence à interroger les instituteurs et les institutrices qui l'auraient suivie, afin de se rendre compte du degré de compétence de chacun d'eux ;

“ Que des certificats seraient délivrés par l'inspecteur aux maîtres et aux maîtresses qui auraient suivi ces conférences, constatant : 1° qu'ils ont assisté aux séances ; 2° qu'ils ont profité des explications qui leur ont été données ;

“ Que le gouvernement soit prié de faire voter par la Législature une somme suffisante pour mettre ce projet à exécution.”